

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



CI-227
2022-05-03
A. Martin

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^e GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
P-1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2021-2022 (PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P-2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	2
P-5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	4
P-7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2021-2022, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	5
P-27	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2021-2022, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	8
P-28	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2022.	11
P-29	POUR 2021-2022, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	12
P-30	POUR 2021-2022, FOURNIR : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	13
P-31	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2021-2022.	14
P-32	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	15
P-33	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2022-2023	16
P-34	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2022, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	17
P-35	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	20

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P-37	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2022 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT.</p>	22

P.1 INDICER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2021-2022 (PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2021-2022 (K\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	85.0 K \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	
• EXTERNE	
• CSPQ / ITQ	9.1 K \$
TOTAL	94.1 K \$

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT JUSQU'AU 27 AOÛT 2021)
- ME DANIEL LAFRANCE (PRÉSIDENT)
- ME NADINE KOUSSA (VICE-PRÉSIDENTE)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE CHARLEBOIS (COMMISSAIRE)
- ME SOPHIE NOËL (COMMISSAIRE)
- ME JOANIE LALONDE-PIECHARSKI (COMMISSAIRE)
- MME VÉRONIQUE JEANSON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- ME JULIEN-MAURICE LAPLANTE (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	12 JANVIER 2022	11 JANVIER 2025	DÉCRET 41-2022
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	12 JANVIER 2022	11 JANVIER 2025	DÉCRET 41-2022
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	23 FÉVRIER 2022	22 FÉVRIER 2025	DÉCRET 202-2022
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	23 FÉVRIER 2022	22 FÉVRIER 2025	DÉCRET 202-2022
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	23 FÉVRIER 2022	22 FÉVRIER 2025	DÉCRET 202-2022

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME DANIEL LAFRANCE	PRÉSIDENT	28 AOÛT 2021	28 AOÛT 2026	DÉCRET 1142-2021
ME SOPHIE NOËL	COMMISSAIRE	13 OCT. 2021	13 OCT. 2024	DÉCRET 1327-2021
ME JOANIE LALONDE-PIECHARSKI	COMMISSAIRE	10 NOV. 2021	10 NOV. 2024	DÉCRET 1427-2021
ME NADINE KOUSSA	VICE-PRÉSIDENTE	15 NOV. 2021	15 NOV. 2026	DÉCRET 1382-2021
ME AMÉLIE CHARLEBOIS	COMMISSAIRE	23 FÉV. 2022	23 FÉV. 2025	DÉCRET 202-2022

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	436 \$	58 \$	800 \$
ME DANIEL LAFRANCE	PRÉSIDENT	424 \$	125 \$	0 \$
ME NADINE KOUSSA	VICE-PRÉSIDENTE	19 \$	417 \$	0 \$
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	1 954 \$	420 \$	0 \$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	105 \$	102 \$	0 \$

ME RÉJEAN OLIVIER LABEL	COMMISSAIRE	378 \$	124 \$	0 \$
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME AMÉLIE CHARLEBOIS	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME SOPHIE NOËL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME JOANIE LALONDE- PIECHARSKI	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
MME VÉRONIQUE JEANSON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0 \$	0 \$	0 \$
ME JULIEN-AURICE LAPLANTE	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0 \$	0 \$	0 \$

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISION POUR 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES RÉALISATIONS 2021-2022

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

VENTILATION DES SOMMES ALLOUÉES DANS LE RÉSEAU

2021-2022	
RÉGIONS	PHASE 22
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 756
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	42 364
CÔTE-NORD	13 323
ESTRIE	16 080
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	90 617
MAURICIE-BOIS-FRANCS	30 635
MONTRÉAL	232 454
OUTAOUAIS	52 968
QUÉBEC	54 078
RIVE-SUD	78 411
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	47 022
CSJ	82 000
TOTAL	750 708\$

SOMMES AVANCÉES EN 2021-2022 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR : AUCUNE

P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2021 - 2022, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
 - B. LES MEMBRES;
 - C. LE BUDGET;
 - D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021 - 2022;
 - E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021 - 2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022 - 2023.
-

VOIR PAGES SUIVANTES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL	5
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA VIOLENCE CONJUGALE ET DE LA PRATIQUE JUDICIAIRE	SOUTENIR LES VICTIMES, LEUR OFFRIR D'AVANTAGE D'INFORMATION, DE CONSEILS ET DE REPRÉSENTATION. RAPPROCHER LES MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	ME NADINE KOUSSA ME MARIE-CLAUDE MARCIL	3
COMITÉ DE PARTIES PRENANTES DU BUREAU DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE-PROGRAMME LEXIUS	DISCUTER DES ENJEUX RELATIVEMENT À LA JUSTICE SANS PAPIER	ME DANIEL LAFRANCE	2
COMITÉ D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES-PROGRAMME LEXIUS	DISCUTER DE L'ARRIMAGE ENTRE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE GOUVERNEMENTALE ET LES DIVERS PARTENAIRES DE LA JUSTICE	ME DANIEL LAFRANCE ME RICHARD LA CHARITÉ	2
COMITÉ ÉLARGI DES VISIO-COMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE	AMÉLIORER L'OFFRE DE SERVICE DE COMPARUTION ET D'ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ LES FINS DE SEMAINES ET LES JOURS FÉRIÉS S'AJOUTANT À L'OFFRE DE SERVICE ACTUELLE.	ME DANIEL LAFRANCE	3
COMITÉ JUSTICE DANS LE NORD	LIEU D'ÉCHANGE FORMEL EN VUE DE FAVORISER DE MEILLEURES COLLABORATION ET CONCERTATION AVEC LES DIVERS PARTENAIRES DE LA JUSTICE.	ME YVAN NIQUETTE	5
COMITÉ DE COORDINATION PAJ-SM	ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-SANTÉ MENTALE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	ME DANIEL LAFRANCE	3
COMITÉ STRATÉGIQUE PAJ-SM	ASSURER UN DÉPLOIEMENT UNIFORME DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-SANTÉ MENTALE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	ME DANIEL LAFRANCE	2
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUIILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRE À LUI	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	3
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	LIEU D'ÉCHANGE FORMEL EN VUE DE FAVORISER DE MEILLEURES COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, JUDICIAIRES ET CORRECTIONNELS	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	3
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	ASSURER LA QUALITÉ DES COMMUNICATIONS EXTERNES	ME RICHARD LA CHARITÉ	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
<p>GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT SUR L'AIDE JURIDIQUE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (GTP-FPT)</p>	<p>COMPTE TENU DE L'IMPORTANCE DE L'AIDE JURIDIQUE POUR :</p> <ul style="list-style-type: none"> FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES ET DÉFAVORISÉES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, ET LE FONCTIONNEMENT ÉQUITABLE, EFFICACE ET EFFICIENT DU SYSTÈME DE JUSTICE <p>LE GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR L'AIDE JURIDIQUE (GTP) DOIT CONSEILLER ET SOUTENIR LES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR ASSURER LA PRESTATION DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX PERSONNES ADMISSIBLES, Y COMPRIS CELLES QUI SONT ACCUSÉES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET CELLES QUI ONT BESOIN D'AIDE JURIDIQUE DANS LES AFFAIRES LIÉES À L'IMMIGRATION ET AU STATUT DE RÉFUGIÉ, AU MOYEN D'UN PARTENARIAT CONTINU ET D'UNE CONSTANTE COLLABORATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX ET LES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE.</p>	<p>ME MARIE-CLAUDE MARCIL M. YVES BOISVERT</p>	<p>12 4</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR LES TARIFS D'AIDE JURIDIQUE</p>	<p>FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À LA RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.</p>	<p>ME ODETTE LEGENDRE (OBSERVATRICE)</p>	<p>20</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE</p>	<p>AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.</p>	<p>ME DANIEL LAFRANCE</p>	<p>5</p>
<p>PROGRAMME DE CONSOLIDATION DES CENTRES DE TRAITEMENT INFORMATIQUE (PCCTI)</p>	<p>CONSOLIDER LES SALLES DE TRAITEMENT INFORMATIQUE</p>	<p>CARL PINEAULT</p>	<p>10</p>
<p>RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</p>	<p>DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.</p>	<p>ME RICHARD LA CHARITÉ</p>	<p>AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL.</p>
<p>RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES.</p>	<p>SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE</p>	<p>MME CLAUDIE CÔTÉ</p>	<p>2</p>
<p>TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.</p>	<p>CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.</p>	<p>ME ODETTE LEGENDRE ME RICHARD LA CHARITÉ</p>	<p>2</p>
<p>TABLE JUSTICE QUÉBEC ET SOUS-COMITÉ</p>	<p>DISCUTER DES ENJEUX VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE, NOTAMMENT DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19</p>	<p>ME YVAN NIQUETTE ME RICHARD LA CHARITÉ (SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE CIVILE ET PETITES CRÉANCES) ME DANIEL LAFRANCE (SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE)</p>	<p>1 3 0</p>

P.27 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L' AIDE JURIDIQUE EN 2021-2022, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 125	6 568	80.8%	1 118	13.8%	439	5.4%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6 456	5 292	82.0%	1 103	17.1%	61	0.9%
CÔTE-NORD	3 260	2 466	75.6%	313	9.6%	481	14.8%
ESTRIE	9 704	7 910	81.5%	1 495	15.4%	299	3.1%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19 130	13 523	70.7%	5 395	28.2%	212	1.1%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 076	9 016	74.7%	2 937	24.3%	123	1.0%
MONTRÉAL	44 579	29 949	67.2%	12 410	27.8%	2 220	5.0%
OUTAOUAIS	9 141	7 577	82.9%	1 288	14.1%	276	3.0%
QUÉBEC	15 659	12 137	77.5%	3 077	19.7%	445	2.8%
RIVE-SUD	22 369	16 566	74.1%	5 540	24.8%	263	1.2%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 455	5 200	80.6%	981	15.2%	274	4.2%
TOTAL	156 954	116 204	74.1%	35 657	22.7%	5 093	3.2%

2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CAS CONFIEES À DES AVOCATS	%	CAS CONFIEES À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 553	99.8%	15	0.2%	6 568
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5 278	99.7%	14	0.3%	5 292
CÔTE-NORD	2 463	99.9%	3	0.1%	2 466
ESTRIE	7 896	99.8%	14	0.2%	7 910
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	13 518	100.0%	5	0.0%	13 523
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8 998	99.8%	18	0.2%	9 016
MONTRÉAL	29 920	99.9%	29	0.1%	29 949
OUTAOUAIS	7 563	99.8%	14	0.2%	7 577
QUÉBEC	12 126	99.9%	11	0.1%	12 137
RIVE-SUD	16 535	99.8%	31	0.2%	16 566
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	5 199	100.0%	1	0.0%	5 200
TOTAL	116 049	99.9%	155	0.1%	116 204

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 761	57.4%	2 792	42.6%	6 553
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3 040	57.6%	2 238	42.4%	5 278
CÔTE-NORD	1 560	63.3%	903	36.7%	2 463
ESTRIE	3 898	49.4%	3 998	50.6%	7 896
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 212	46.0%	7 306	54.0%	13 518
MAURICIE-BOIS-FRANCS	4 426	49.2%	4 572	50.8%	8 998
MONTRÉAL	14 050	47.0%	15 870	53.0%	29 920
OUTAOUAIS	4 263	56.4%	3 300	43.6%	7 563
QUÉBEC	5 842	48.2%	6 284	51.8%	12 126
RIVE-SUD	7 612	46.0%	8 923	54.0%	16 535
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	2 867	55.1%	2 332	44.9%	5 199
TOTAL	57 531	49.6%	58 518	50.4%	116 049

4. **RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION**

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 107	99.0%	11	1.0%	1 118
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1 102	99.9%	1	0.1%	1 103
CÔTE-NORD	313	100.0%	0	0.0%	313
ESTRIE	1 489	99.6%	6	0.4%	1 495
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	5 383	99.8%	12	0.2%	5 395
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 899	98.7%	38	1.3%	2 937
MONTRÉAL	12 381	99.8%	29	0.2%	12 410
OUTAOUAIS	1 284	99.7%	4	0.3%	1 288
QUÉBEC	3 071	99.8%	6	0.2%	3 077
RIVE-SUD	5 531	99.8%	9	0.2%	5 540
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	981	100.0%	0	0.0%	981
TOTAL	35 541	99.7%	116	0.3%	35 657

5. **RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	290	25.9%	828	74.1%	1 118
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	584	52.9%	519	47.1%	1 103
CÔTE-NORD	162	51.8%	151	48.2%	313
ESTRIE	722	48.3%	773	51.7%	1 495
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 237	41.5%	3 158	58.5%	5 395
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 414	48.1%	1 523	51.9%	2 937
MONTRÉAL	8 003	64.5%	4 407	35.5%	12 410
OUTAOUAIS	856	66.5%	432	33.5%	1 288
QUÉBEC	1 716	55.8%	1 361	44.2%	3 077
RIVE-SUD	2 502	45.2%	3 038	54.8%	5 540
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	432	44.0%	549	56.0%	981
TOTAL	18 918	53.1%	16 739	46.9%	35 657

6. **RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION**

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12	2.7%	427	97.3%	439
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	19	31.1%	42	68.9%	61
CÔTE-NORD	34	7.1%	447	92.9%	481
ESTRIE	27	9.0%	272	91.0%	299
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	23	10.8%	189	89.2%	212
MAURICIE-BOIS-FRANCS	3	2.4%	120	97.6%	123
MONTRÉAL	962	43.3%	1 258	56.7%	2 220
OUTAOUAIS	4	1.4%	272	98.6%	276
QUÉBEC	81	18.2%	364	81.8%	445
RIVE-SUD	106	40.3%	157	59.7%	263
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8	2.9%	266	97.1%	274
TOTAL	1 279	25.1%	3 814	74.9%	5 093

7. COÛT MOYEN PAR DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE, CIVILE ET NOTARIALE:

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 759 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CIVILE ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 535 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE NOTARIALE CONFIE ET PAYÉ AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 282 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AU 28 FÉVRIER 2022, L'AIDE JURIDIQUE A DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-TROIS (83) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT-CINQ UNITÉS (105) DONT QUATRE-VINGT-SEPT (87) À TEMPS PLEIN ET DIX-HUIT (18) À TEMPS PARTIEL. AU DÉBUT DE L'EXERCICE FINANCIER, L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU ÉTAIT D'ENVIRON 13.6 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE.

P.29 POUR 2021-2022, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

EN 2021-2022, AUCUNE DEMANDE A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UN CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE ET AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE CET ARTICLE.

P.30 POUR 2021-2022, FOURNIR :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ;**
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
-

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A) AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 JANVIER 2022. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B) 5 282 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 90 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- C) 7 417 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 80 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- D) LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021, EST DE 1 748. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	31 398	61.9%	19 324	38.1%	50 722
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	71 410	74.9%	23 962	25.1%	95 372
CÔTE-NORD	31 242	85.3%	5 390	14.7%	36 632
ESTRIE	124 631	88.4%	16 366	11.6%	140 997
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	166 164	89.5%	19 484	10.5%	185 648
MAURICIE-BOIS-FRANCS	146 000	94.5%	8 575	5.5%	154 575
MONTRÉAL	708 162	88.0%	96 984	12.0%	805 146
OUTAOUAIS	144 582	99.4%	941	0.6%	145 523
QUÉBEC	101 492	72.5%	38 570	27.5%	140 062
RIVE-SUD	188 446	91.4%	17 801	8.6%	206 247
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	33 175	93.1%	2 441	6.9%	35 616
TOTAL	1 746 702	87.5%	249 838	12.5%	1 996 540

**RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30 138	24.3%	93 969	75.7%	124 107
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	35 572	73.8%	12 645	26.2%	48 217
CÔTE-NORD	8 925	22.2%	31 324	77.8%	40 249
ESTRIE	64 521	45.2%	78 138	54.8%	142 659
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	209 848	46.9%	237 403	53.1%	447 251
MAURICIE-BOIS-FRANCS	87 032	83.3%	17 432	16.7%	104 464
MONTRÉAL	753 346	59.0%	524 371	41.0%	1 277 717
OUTAOUAIS	30 847	38.5%	49 374	61.5%	80 221
QUÉBEC	106 660	46.4%	123 255	53.6%	229 915
RIVE-SUD	208 483	67.1%	102 301	32.9%	310 784
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 702	48.6%	11 308	51.4%	22 010
TOTAL	1 546 074	54.7%	1 281 520	45.3%	2 827 594

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.32 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 900	45.3%	14 350	54.7%	26 250
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	20 608	57.3%	15 383	42.7%	35 991
CÔTE-NORD	4 933	100.0%	0	0.0%	4 933
ESTRIE	47 015	75.0%	15 641	25.0%	62 656
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	65 638	77.3%	19 225	22.7%	84 863
MAURICIE-BOIS-FRANCS	80 500	99.5%	365	0.5%	80 865
MONTRÉAL	200 592	88.3%	26 550	11.7%	227 142
OUTAOUAIS	12 777	100.0%	0	0.0%	12 777
QUÉBEC	38 226	61.3%	24 096	38.7%	62 322
RIVE-SUD	52 387	82.7%	10 945	17.3%	63 332
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 110	82.6%	1 500	17.4%	8 610
TOTAL	541 686	80.9%	128 055	19.1%	669 741

**RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 203	13.8%	38 695	86.2%	44 898
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	10 300	51.2%	9 813	48.8%	20 113
CÔTE-NORD	2 238	100.0%	0	0.0%	2 238
ESTRIE	19 375	28.3%	49 161	71.7%	68 536
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	93 734	72.1%	36 229	27.9%	129 963
MAURICIE-BOIS-FRANCS	17 603	82.4%	3 750	17.6%	21 353
MONTRÉAL	200 015	43.6%	258 994	56.4%	459 009
OUTAOUAIS	6 903	38.1%	11 215	61.9%	18 118
QUÉBEC	41 889	56.7%	32 027	43.3%	73 916
RIVE-SUD	65 883	59.3%	45 237	40.7%	111 120
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	850	15.2%	4 750	84.8%	5 600
TOTAL	464 993	48.7%	489 871	51.3%	954 864

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	RÉSULTATS PROBABLES 2021-2022 (K\$)
TRANSFERTS PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE	179 620,3
TRANSFERTS PROVENANT DES AUTRES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	340,0
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	3 500,0
TOTAL	183 460,3

P.34 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2022, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 28 FÉVRIER 2022

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI – TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3.0	5.6		8.6
ROUYN-NORANDA	3.0	3.0		6.0
VILLE-MARIE	1.0	1.0		2.0
VAL D'OR	5.0	5.0	0.5	10.5
LA SARRE	1.0	1.0		2.0
NORD	3.0	2.6		5.6
KUUJUAQ	1.0	1.0		2.0
CHIBOUGAMAU	1.0	1.0		2.0
PAIX DES BRAVES	1.0	1.0		2.0
PROJET NORD	3.0	3.0		6.0
ENQUÊTE SUR MISE EN LIBERTÉ	1.0	1.0		2.0
	23.0	25.2	0.5	48.7

BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5.0	8.0	1.0	14.0
NEW RICHMOND	2.0	2.7		4.7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3.0	5.0	1.0	9.0
GASPÉ	1.0	1.5		2.5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1.0	1.0		2.0
MATANE	2.0	2.5		4.5
CHANDLER	2.0	2.7		4.7
AMQUI	1.0	1.5		2.5
STE-ANNE-DES-MONTS	1.0	1.5		2.5
CABANO	1.0	1.6		2.6
	19.0	28.0	2.0	49.0

CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5.0	6.5		11.5
BAIE-COMEAU	5.0	5.0	0.5	10.5
FORESTVILLE	1.0	1.0		2.0
	11.0	12.5	0.5	24.0

ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8.0	15.0	0.5	23.5
COATICOOK	1.0	1.0		2.0
THETFORD MINES	3.0	4.0		7.0
VAL-DES-SOURCES	2.0	2.0		4.0
LAC MÉGANTIC	2.0	2.0		4.0
MAGOG	2.0	2.0		4.0
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9.5	9.0		18.5
	27.5	35.0	0.5	63.0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME	16.0	16.6	1.0	33.6
JOLIETTE	10.0	10.8	1.0	21.8
MONT-LAURIER	2.0	2.8		4.8
STE-THÉRÈSE	2.0	3.6		5.6
REPENTIGNY	2.0	3.9		5.9
STE-AGATHE	1.0	1.6		2.6
LACHUTE	1.0	1.6		2.6
ST-EUSTACHE	1.0	1.7		2.7
TERREBONNE	1.0	1.5		2.5
ADMINISTRATION	2.0	5.0		7.0
	38.0	49.1	2.0	89.1
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES	10.0	11.5	0.5	22.0
SHAWINIGAN	5.5	5.5	0.5	11.5
LA TUQUE	1.0	1.0		2.0
DRUMMONDVILLE	6.0	8.0	0.5	14.5
VICTORIAVILLE	4.0	5.0		9.0
ADMINISTRATION	1.0	4.0		5.0
	27.5	35.0	1.5	64.0
MONTRÉAL				
LAVAL	14.0	14.0	0.5	28.5
CENTRE SUD	7.0	9.0	0.5	16.5
DIV. JEUNESSE	13.0	9.0	0.5	22.5
DIVISION CRIMINELLE	25.0	29.0	2.0	56.0
MAISONNEUVE-MERCIER	8.0	10.0	0.5	18.5
MONTRÉAL-NORD	7.0	9.0	0.5	16.5
CÔTE-DES-NEIGES	6.0	8.0	0.5	14.5
CRÉMAZIE	7.0	9.0	0.5	16.5
SUD-OUEST	8.0	10.0	0.5	18.5
ADMINISTRATION	3.0	22.0		25.0
IMMIGRATION	6.0	8.0		14.0
POINTE-ST-CHARLES	3.0	5.0		8.0
SANTÉ MENTALE	5.0	3.0		8.0
SERVICE DE GARDE	9.0			9.0
SERVICE DE GARDE - VISIO	5.0	1.0		6.0
	126.0	146.0	6.0	278.0
OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	10.0	14.0		24.0
MANIWAKI	2.0	2.5		4.5
CAMPBELL'S BAY	1.0	1.0		2.0
BUCKINGHAM / ST-ANDRÉ	2.0	2.5		4.5
GATINEAU	5.5	6.5		12.0
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	7.0	7.5	0.5	15.0
AYLMER	1.0	1.0		2.0
	28.5	35.0	0.5	64.0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	5.0	8.0		13.0
LA MALBAIE	1.0	1.4		2.4
LÉVIS	3.0	4.0		7.0
MONTMAGNY	2.0	2.0		4.0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3.0	3.0		6.0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2.0	2.0		4.0
QC – SECTION JEUNESSE	8.0	7.0	1.0	16.0
QC – SECTION CRIMINELLE	10.5	13.1	1.0	24.6
CENTRE-VILLE	5.0	7.0		12.0
ADMINISTRATION	2.0	5.0		7.0
	41.5	52.5	2.0	96.0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL – ADMINISTRATION	2.0	4.5		6.5
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	9.0	12.0	1.0	22.0
CHÂTEAUGUAY	2.0	3.0		5.0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	4.0	4.0		8.0
ST-HYACINTHE	5.0	6.0		11.0
SOREL	3.0	4.0		7.0
GRANBY	5.0	5.0		10.0
VALLEYFIELD	8.0	8.0		16.0
COWANSVILLE	2.0	3.0		5.0
LONGUEUIL – CRIMINEL & JEUNESSE	11.0	9.5		20.5
PROJET REBÂTIR	12.0	2.0		14.0
	63.0	61.0	1.0	125.0
SAGUENAY LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	6.0	7.0		13.0
ALMA	3.0	4.0		7.0
ROBERVAL	2.0	3.0		5.0
DOLBEAU-MISTASSINI	1.0	2.0		3.0
LA BAIE	1.0	1.0		2.0
JONQUIÈRE	3.0	4.0		7.0
ADMINISTRATION	1.0	3.0		4.0
	17.0	24.0	0.0	41.0
COMMISSION	13.0	52.0		65.0
TOTAL DES EFFECTIFS	435.0	555.3	16.5	1006.8

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES DU 1 ^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2021	DEMANDES ACCEPTÉES DU 1 ^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2021
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 125	6 568
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6 456	5 292
CÔTE-NORD	3 260	2 466
ESTRIE	9 704	7 910
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19 130	13 523
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 076	9 016
MONTRÉAL	44 579	29 949
OUTAOUAIS	9 141	7 577
QUÉBEC	15 659	12 137
RIVE-SUD	22 369	16 566
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 455	5 200
TOTAL	156 954	116 204

P.37 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2022-2022 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	269 \$	DÉCEMBRE 2021	CONSULTATION JURIDIQUE.	1 965 \$
OUELLETTE CÔTÉ AVOCATS	181 \$	OCTOBRE 2021	CONTENTIEUX CSJ.	2 502 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	325 \$	NOVEMBRE 2021	RELATIONS DE TRAVAIL.	585 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	300 \$	DÉCEMBRE 2021	RELATIONS DE TRAVAIL.	2 370 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	300 \$	JANVIER 2022	RELATIONS DE TRAVAIL.	360 \$
TOTAL DES HONORAIRES				7 782 \$